

Modification de l'épreuve de géométrie du concours d'admission en première année de l'école nationale supérieure de l'enseignement technique pour la section B (dessin industriel).

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret n° 48-1389 du 1^{er} septembre 1948 organisant l'école normale supérieure de l'enseignement technique;

Vu l'arrêté du 7 octobre 1948 modifié, fixant les conditions d'admission à cet établissement;

La section permanente du conseil de l'enseignement technique entendue,

Sur la proposition du directeur général de l'enseignement technique,

Arrête:

Art. 1^{er}. — L'article 16 de l'arrêté du 7 octobre 1948 fixant les conditions d'admission à l'école normale supérieure de l'enseignement technique est modifié comme suit:

« La composition de géométrie et de géométrie descriptive d'une durée de quatre heures, avec le coefficient 3, est scindée en deux épreuves différentes:

« a) Epreuve de géométrie et de géométrie analytique: durée, trois heures; coefficient 2.

« b) Epreuve de géométrie descriptive: durée, deux heures; coefficient 1. »

Art. 2. — Ces dispositions entreront en vigueur à partir du 1^{er} octobre 1953.

Fait à Paris, le 28 juillet 1953.

Le ministre de l'éducation nationale,

Pour le ministre et par délégation:

Le directeur du cabinet,

MARCEL BOUISSET,

Epreuves du concours de l'inspection de la jeunesse et des sports.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret du 3 juillet 1951 relatif au recrutement et à la titularisation des inspecteurs de la jeunesse et des sports;

Après avis du comité technique paritaire en sa séance du 21 juin 1953,

Arrête:

Art. 1^{er}. — Les conditions du concours pour l'obtention du certificat d'aptitude à l'inspection de la jeunesse et des sports sont les suivantes:

Admission à concourir.

Pour être admis à concourir, les candidats doivent remplir:

Les conditions d'aptitude exigées par les textes en vigueur en ce qui concerne l'accès à la fonction publique;

Les conditions particulières fixées par le décret du 3 juillet 1951 susvisé.

Le ministre de l'éducation nationale arrête la liste des candidats admis à concourir.

Organisation du concours.

La date de la session est fixée par arrêté ministériel. Les inscriptions sont reçues aux services académiques de la jeunesse et des sports; le registre des inscriptions est clos deux mois avant la date d'ouverture de la session.

Le président du jury est nommé par le ministre, sur proposition du directeur général de la jeunesse et des sports. Il propose la liste des membres du jury, qui sont désignés par arrêté et comprennent au minimum:

Un représentant de l'administration centrale (sous-directeur ou chef de bureau);

Un inspecteur général de l'instruction publique;

Deux inspecteurs généraux de la jeunesse et des sports;

Un inspecteur général des services administratifs;

Un inspecteur principal de la jeunesse et des sports;

Un inspecteur d'académie;

Deux inspecteurs de la jeunesse et des sports en exercice dans les services départementaux;

Un représentant des inspecteurs de la jeunesse et des sports, désigné par ses collègues pour figurer dans les organismes paritaires (à titre consultatif).

Nature et lieu des épreuves.

Le concours se compose de trois séries d'épreuves:

Epreuves écrites (éliminatoires);

Epreuves pratiques;

Epreuves orales.

Epreuves écrites.

Les épreuves écrites ont lieu au chef-lieu d'académie, ou dans un centre désigné par le ministre, sous la surveillance du recteur ou de son délégué.

Elles comprennent:

1^o Une composition sur un sujet permettant d'apprécier la culture générale du candidat. Durée: quatre heures; coefficient: 4;

2^o Une composition sur un sujet de psychologie ou de pédagogie, touchant à l'histoire des doctrines et aux principes de l'éducation des enfants, des adolescents et des adultes. Durée: quatre heures; coefficient: 3;

3^o Une composition portant sur l'historique et les techniques de base de l'éducation physique et des sports. Durée: quatre heures; coefficient: 3.

L'admissibilité d'un candidat ayant obtenu à l'une des épreuves écrites une note inférieure à 5 ne pourra être prononcée qu'après délibération spéciale du jury des épreuves écrites.

Le jury arrête la liste des candidats admis à subir les épreuves pratiques et les épreuves orales.

Epreuves pratiques.

Les épreuves pratiques ont lieu à l'échelon national. Elles comprennent:

1^o Visite d'un établissement scolaire au point de vue de l'installation ministérielle et de l'organisation pédagogique en ce qui concerne l'éducation physique et sportive.

Présentation d'une leçon d'éducation physique et examen critique d'une leçon présentée par un autre candidat.

Le candidat rédige de cette visite et de cet examen un compte rendu qu'il commente devant le jury (la rédaction du compte rendu et sa présentation orale ne devront pas dépasser une heure au total). Coefficient: 5 (2 pour la visite, 2 pour la critique de leçon, 1 pour la présentation des leçons);

2^o Visite, autant que possible, pendant leur utilisation ou leur fonctionnement, soit d'une installation sportive (stade, gymnase, piscine, etc.), soit d'une colonie de vacances, maison de jeunes, auberge de la jeunesse, etc. Le candidat rédige de cette visite un compte rendu qu'il commente devant le jury. Durée: une heure au maximum; coefficient: 4;

3^o Etude de programme d'équipement (général ou particulier) et de toutes questions particulières concernant l'équipement pour l'éducation physique, le sport, la jeunesse et l'éducation populaire. Durée: une heure; coefficient: 3.

Epreuves orales.

Elles sont subies à l'échelon national. Elles comprennent:

1^o Un exposé d'environ dix minutes, après préparation d'une heure, concernant l'organisation générale, le rôle et les activités du ministère de l'éducation nationale et, notamment, de la direction générale de la jeunesse et des sports et des organismes contrôlés ou agréés par elle; cet exposé sera suivi d'un entretien entre le jury et le candidat. Coefficient: 5;

2^o Une interrogation sur les principes du droit administratif et constitutionnel et de la législation financière et sur la législation générale de l'enseignement et de la jeunesse et des sports. Coefficient: 4.

Les indications concernant ces épreuves et leur programme figurent dans l'instruction annexée au présent arrêté (1).

L'admission d'un candidat ayant obtenu à l'une quelconque des épreuves pratiques et orales une note inférieure à 5, ne pourra être prononcée qu'après délibération spéciale du jury des trois séries d'épreuves.

Le classement est établi d'après l'ensemble des notes obtenues aux trois séries d'épreuves. Le jury établit la liste des candidats qu'il propose pour l'admission définitive en tenant compte du nombre d'emplois à pourvoir. Il établit également une liste complémentaire.

Le ministre arrête la liste, par ordre de mérite, des candidats admis. Il leur confère le certificat d'aptitude à l'inspection de la jeunesse et des sports.

Art. 2. — Tout candidat doit faire connaître dans un délai de cinq jours s'il accepte l'affectation qui lui a été assignée à l'issue du concours.

Le refus successif de deux postes entraîne la renonciation au bénéfice du concours de recrutement; l'emploi ainsi rendu libre est alors offert au candidat figurant en premier sur la liste complémentaire.

Art. 3. — A l'issue du stage fixé par le décret du 3 juillet 1951, les intéressés seront, sur proposition de la commission administrative paritaire compétente, après avis du recteur et de l'inspection générale, soit titularisés dans leurs fonctions, soit reversés dans leur emploi antérieur, soit rayés des cadres.

Art. 4. — Le directeur général de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 août 1953.

ANDRÉ MARIE,

(1) Ce texte sera publié ultérieurement au *Bulletin officiel* de l'éducation nationale.